



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 10 de l'ordre du jour

CX/CAC 16/39/11

Juin 2016

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Trente-neuvième session

Siège de la FAO, Rome (Italie), 27 juin-1^{er} juillet 2016

LIENS ENTRE LES POLITIQUES, STRATÉGIES ET DIRECTIVES DE LA FAO ET DE L'OMS ET LES TRAVAUX DU CODEX¹

(Document établi par la FAO et l'OMS)

Introduction

1. À sa trente-huitième session, lors de l'examen relatif à l'adoption à l'étape 8 des Principes généraux régissant l'adjonction d'éléments nutritifs aux aliments, la Commission a pris note des réserves exprimées par certaines délégations au sujet de la section 3.3.2 qui indique que le Codex doit appuyer la mise en œuvre des directives et des stratégies mondiales pertinentes de l'OMS aux fins de la protection de la santé publique. Le représentant de l'OMS a informé la Commission que la FAO et l'OMS réfléchissaient aux différentes façons, et notamment les plus efficaces, dont le Codex pourrait appuyer les politiques, les stratégies et les directives de la FAO et de l'OMS, ou interagir avec elles, et que les recommandations qui en découleraient seraient présentées à la Commission à sa prochaine session par l'entremise du Comité exécutif, selon qu'il conviendrait².

2. Le présent document récapitule les dispositions relatives aux liens entre la FAO/l'OMS et la Commission du Codex Alimentarius, tels que le prévoient les statuts et le règlement intérieur (paragraphe 3 à 5), donne quelques exemples d'interactions observées ces dernières années entre la FAO/l'OMS et le Codex (paragraphe 6), analyse brièvement les expériences tirées de ces exemples (paragraphe 7 à 13) et, à titre de conclusion, esquisse la voie à suivre.

Liens entre la FAO/l'OMS et la Commission, aux termes des statuts et du règlement intérieur du Codex

3. La Commission du Codex Alimentarius a été créée par la résolution 12/61 de novembre 1961 de la Conférence de la FAO et par la résolution WHA16.42 de mai 1963 de l'Assemblée mondiale de la Santé. En qualité d'organe exécutif du programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires, la Commission est un organe commun à la FAO et à l'OMS. En ce qui concerne la FAO, la Commission fait partie des organes relevant de l'article VI de l'Acte constitutif de la FAO.

4. Les statuts de la Commission du Codex Alimentarius sont entrés en vigueur après leur adoption par la Conférence de la FAO et par l'Assemblée mondiale de la Santé et ont ensuite été révisés par ces mêmes organes directeurs en 1966 et en 2006³.

¹ Le présent document est aussi inscrit à l'ordre du jour de la soixante et onzième session du Comité exécutif sous la cote CX/EXEC 16/71/13.

² REP 15/CAC paragraphes 25 et 26.

³ Les statuts établissent notamment que la Commission est [...] chargée d'adresser des propositions aux directeurs généraux de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et est consultée par eux en ce qui concerne toutes les questions intéressant la mise en œuvre du Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires (article 1), et que la Commission fait rapport et adresse des recommandations à la Conférence de la FAO et à l'autorité appropriée de l'OMS par l'intermédiaire des directeurs généraux des organisations respectives (article 5).

5. Conformément aux dispositions de l'article 8 des statuts, la Commission a adopté son règlement intérieur, qui a été modifié à diverses reprises⁴.

Exemples d'interaction entre la FAO/l'OMS et le Codex

6. Les exemples présentés dans l'annexe au présent document ont été tirés, sans souci d'exhaustivité, de travaux passés et actuels de la Commission dans lesquels des aspects liés à l'interaction entre les activités du Codex, d'une part, et les politiques, les stratégies et les directives de la FAO et/ou de l'OMS, d'autre part, ont été observés. Ces exemples sont décrits dans l'annexe au présent document. Ils ne sont pas présentés pour donner lieu à un examen de fond lors de la présente session, ni pour que la FAO et l'OMS proposent une quelconque interprétation des règles en vigueur régissant la FAO, l'OMS ou le Codex. Ils visent à illustrer certains aspects à prendre en considération.

Analyse

7. En leur qualité d'organismes spécialisés des Nations Unies, la FAO et l'OMS ont pour mission de formuler des politiques, des stratégies et des directives dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture et dans le domaine de la santé publique, respectivement. Le mandat de la Commission est d'établir des normes alimentaires reconnues à l'échelle internationale qui permettent de protéger la santé des consommateurs et de garantir la mise en œuvre de pratiques loyales dans le commerce des denrées alimentaires. Tous les membres de la Commission sont les États ou organisations membres de la FAO et/ou de l'OMS et, de ce fait, les artisans à la fois des normes, directives et recommandations du Codex et des politiques, stratégies et directives de la FAO et de l'OMS. Certaines activités normatives de la FAO et de l'OMS sont interconnectées avec la fonction d'établissement de normes de la Commission du Codex, et les pays membres de la FAO et de l'OMS ont tout intérêt à ce que la communication soit effective et efficace de manière à éclairer les décisions associées à leurs travaux d'établissement de normes. Dans la même optique, des informations sur les politiques pertinentes de la FAO et de l'OMS devraient parvenir à la Commission.

8. Dans les exemples choisis, différents canaux et moyens de communication entre le système du Codex et l'OMS et la FAO ont été employés. Idéalement, la Commission devrait veiller au maintien d'une communication dans les deux sens avec les organes directeurs de la FAO et de l'OMS, par l'entremise des secrétariats de la FAO, de l'OMS et du Codex, afin de favoriser les synergies et les complémentarités entre les travaux de chacune des organisations. Une communication insuffisante, ou l'absence d'approche systématique de la communication, entre ces organismes peut faire que le Codex tarde à tenir compte des priorités indiquées par la FAO et l'OMS ou que le Codex établisse des normes sans disposer d'informations suffisantes sur les politiques, les stratégies ou les directives de la FAO et de l'OMS.

9. Il est arrivé que la Commission ne soit pas informée en temps utile des politiques, des stratégies ou des directives en cours d'élaboration ou de mise au point à la FAO ou à l'OMS. Les lacunes d'information peuvent aussi être imputables à une communication insuffisante entre le point de contact national et les unités chargées des affaires internationales qui sont responsables des activités menées par la FAO et l'OMS dans le pays. De même, une consultation insuffisante des parties prenantes au niveau national pour l'élaboration des positions sur des questions du Codex est susceptible de nuire à la cohérence de la prise de décision au niveau national. Ces problèmes pourraient être résolus par l'amélioration de la communication aux niveaux national et international. La gestion récente de la question de la résistance aux antimicrobiens (décrite dans l'exemple F de l'annexe) démontre que des interactions bien programmées et solidement établies entre la FAO/l'OMS et la Commission peuvent contribuer à accélérer l'examen des politiques prioritaires de la FAO/l'OMS au sein du système du Codex.

⁴ Le règlement intérieur de la Commission dispose que le Directeur général de la FAO et le Directeur général de l'OMS convoquent les sessions de la Commission et en déterminent le lieu (article VI.4), que le Directeur général de la FAO et le directeur général de l'OMS [...] établissent un ordre du jour provisoire pour chaque session de la Commission (article VII.1), qu'aucune question inscrite par le Directeur général de la FAO ou le Directeur général de l'OMS, ou les organes directeurs de ces deux organisations, ne peut être retirée de l'ordre du jour adopté (article VII.6), que le Directeur général de la FAO et le Directeur général de l'OMS soumettent à l'attention des organes directeurs de leurs organisations respectives, pour décision, les recommandations de la Commission comportant pour les deux organisations des incidences sur le plan des politiques, du programme et des finances (article X.3), et que le directeur général de la FAO et le directeur général de l'OMS peuvent inviter les membres de la Commission à fournir à celle-ci des renseignements sur les mesures prises pour donner suite à ses recommandations (article X.4). En outre, le règlement intérieur et ses amendements entrent en vigueur après approbation par le Directeur général de la FAO et le Directeur général de l'OMS, sous réserve de la confirmation qui peut être prescrite par les procédures des deux organisations.

10. Potentiellement, la Commission du Codex Alimentarius est susceptible de contribuer considérablement à la mise en œuvre des politiques, stratégies et directives de la FAO/l'OMS, ou de l'appuyer, au moyen de l'élaboration de normes alimentaires internationales. D'ailleurs, l'Assemblée mondiale de la Santé et d'autres conférences de la FAO/de l'OMS⁵ ont demandé à la Commission du Codex Alimentarius de travailler sur plusieurs domaines spécifiques à l'appui de domaines prioritaires définis par les conférences intergouvernementales mondiales organisées sous l'égide de la FAO et de l'OMS.

11. Ceci dit, les organes directeurs de la FAO et de l'OMS ne doivent pas surcharger la Commission de travail. Lorsque ces organisations prient la Commission d'entamer de nouveaux travaux à l'appui de leurs politiques, stratégies ou directives, il convient qu'elles définissent précisément l'objectif et donnent des indications. Toute proposition de travail doit être cohérente avec la stratégie de la Commission, prévue sur six ans, et être faisable dans un délai raisonnable avec les ressources disponibles.

12. Les dispositions en vigueur des statuts et du règlement intérieur du Codex permettent à la FAO et à l'OMS de tenir la Commission informée par divers moyens. Par exemple, la FAO/l'OMS peut proposer des points à inscrire à l'ordre du jour provisoire de chaque session du Codex. Les points inscrits à l'initiative de la FAO et de l'OMS sont des points permanents de l'ordre du jour de la Commission et d'un certain nombre de comités traitant de questions générales⁶. La FAO/l'OMS peut élaborer des documents de travail ou des documents de séance en vue d'attirer l'attention sur des questions spécifiques, de présenter des propositions ou d'éclairer les débats, lors de n'importe quelle session. Certaines de ces dispositions n'ont pas été utilisées alors qu'elles sont susceptibles d'améliorer la communication sur des questions importantes en matière de politiques.

13. Il serait intéressant d'examiner le rôle central que le Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius pourrait jouer, dans le cadre de la conduite d'un examen critique, pour faire en sorte que les politiques pertinentes de la FAO et de l'OMS soient prises en compte.

Conclusion

14. Sous l'autorité de leurs organes directeurs, la FAO et l'OMS établissent des politiques, des stratégies et des directives dans les domaines relevant de leur mandat respectif. Étant donné que les membres du Codex sont quasiment les mêmes que ceux de la FAO et de l'OMS, la Commission est invitée à noter qu'il est important de veiller à ce que les travaux du Codex tiennent compte suffisamment de toutes les politiques, stratégies et directives pertinentes de la FAO et de l'OMS.

15. Si la Commission en formule le souhait, la FAO et l'OMS élaboreront un document sur les éventuelles voies à suivre, en vue de son examen lors de la prochaine session du Comité exécutif. Il peut s'agir d'un projet de «pratiques optimales» visant à promouvoir le dialogue entre la Commission du Codex Alimentarius et les organes directeurs et/ou les directeurs généraux de la FAO et de l'OMS, ou bien de possibles modifications à apporter au manuel de procédure afin de permettre à la Commission de prendre des décisions éclairées du fait de la connaissance des politiques, stratégies et directives existantes de la FAO et de l'OMS, notamment dans le cadre du processus d'examen critique.

⁵ On peut citer à titre d'exemple, la conférence FAO/OMS sur les normes alimentaires, les substances chimiques dans les aliments et le commerce des denrées alimentaires (1991), la conférence internationale sur la nutrition (1992), et la deuxième conférence internationale sur la nutrition (2014).

⁶ Les comités du Codex: sur l'hygiène alimentaire, sur les contaminants dans les aliments, sur les additifs alimentaires, sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments, sur les résidus de pesticides, et sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime.

Annex. Examples of interaction between FAO/WHO and Codex

Example A: WHO Global Strategy on Diet, Physical Activity and Health (DPAS)

A1. The World Health Assembly (WHA) adopted the Global Strategy on Diet, Physical Activity and Health in May 2004 (WHA57.17). The Resolution requested Codex to consider action it could take to improve health standards of foods to support the implementation of DPAS.

A2. WHO informed the 55th Session of the Executive Committee (CCEXEC) held in February 2005 of the adoption of DPAS which underlined the importance of Codex standards for member countries, especially as regards nutrition and labelling, in order to provide better information to consumers. The 55th CCEXEC then requested WHO, in cooperation with FAO, to prepare a document highlighting the action that could be taken by Codex for consideration at the 28th Session of the Commission in July 2005.

A3. Documents highlighting the work and activities that could be undertaken by Codex, in particular by the Committees on Food Labelling (CCFL) and on Nutrition and Foods for Special Dietary Uses (CCNFSDU), to facilitate the implementation of DPAS were prepared and discussed at the 28th and 29th Sessions of the Commission. The 29th Session of the Commission then requested CCFL and CCNFSDU to review the proposed actions at their sessions in 2007 (35th CCFL) and in 2006 (28th CCNFSDU) respectively.

A4. The 30th Session of the Commission reviewed the outcomes of the discussions at the 35th CCFL and 28th CCNFSDU. In 2008, the 31st Session of the Commission approved initiation of new work to revise the Guidelines on Nutrition Labelling (CAC/GL 2-1985) by CCFL (N16-2008) to implement DPAS and in 2010, the 33rd Session of the Commission approved initiation of new work to establish Nutrient Reference values (NRVs) for Nutrients Associated with Risk of Diet-related Non-communicable Diseases for the General Population by CCNFSDU (N04-2010) and by CCFL (N12-2010) to implement the DPAS.

A5. CCFL completed work directly triggered by DPAS by its 36th Session in May 2013 while the work of CCNFSDU continues. In fact, the work related to support the implementation of DPAS has become one of CCNFSDU's routine areas of work.

Example B: WHO Guidelines for Drinking-Water Quality

B1. WHO produces international norms on water quality and human health in the form of guidelines that are used as the basis for regulation and standard setting, in developing and developed countries world-wide. The second edition of Guidelines for Drinking-Water Quality was published in 1993. The Codex Standard for Natural Mineral Waters was revised subsequently in order to align with the WHO guidelines.

B2. The third edition of Guidelines for Drinking-Water Quality was published in 2004 and triggered the revision of the Codex standard. The 8th Session of the Codex Committee on Natural Mineral Waters (February 2008) adopted the levels of many chemicals at the same level as those in the WHO guidelines (arsenic, barium, cadmium, chromium, cyanide, lead, manganese, nickel, selenium) but adopted for other chemicals the levels that were lower (antimony, copper, mercury, nitrite) or higher than in the WHO guidelines (boron). The Committee did not set any level for fluoride while the WHO guidelines had one.

B3. The fourth edition of Guidelines for Drinking-Water Quality was published in 2011, with a revised guideline values for boron, and some guidelines values withdrawn and in some cases, changed to health-based values⁷. No action has however been taken so far in Codex to amend the Codex standard for natural mineral waters. Further the first addendum of the fourth edition is anticipated to be published later in 2016, with one likely amendment to change the guideline value for barium.

Example C: WHO's infant and young child feeding recommendations including the International Code of Marketing of Breast-milk Substitutes (1981) and subsequent World Health Assembly resolutions, and the Global Strategy for Infant and Young Child Feeding (2003)

C1. WHO recommends that infants be exclusively breastfed for the first six months of life to achieve optimal growth, development and health, and that mothers should continue to breastfeed their children beyond the age of six months, until they are two years of age or older, at the same time providing them with safe and appropriate complementary foods to meet their evolving nutritional requirements.⁸

⁷ For some chemicals, a health-based value rather than a formal guideline value is proposed. Reasons include when occurrence is only at concentrations well below those that would be of concern for health. For manganese, the guideline value was changed to a health-based value since aesthetic as well as health aspects should be considered in the setting of national standards and regulations and confirming the acceptability of drinking-water.

⁸ WHO/UNICEF. Global Strategy for Infant and Young Child Feeding, Geneva, World Health Organization, 2003.

C2. In 1986, WHA adopted a resolution (WHA 39.28), which stated that “the practice being introduced in some countries of providing infants with specially formulated milks (so-called ‘follow-up milks’) is not necessary”.

C3. In 1987, the Commission defined follow-up formula – or follow-on milk – as “a food intended for use as a liquid part of the weaning diet for the infant from the 6th month on and for young children.”⁹ However, WHO maintains that breast milk remains the most appropriate liquid part of a progressively diversified diet for the vast majority of children between 6 and 24 months of age, once complementary feeding has begun. Moreover, for those children who, for various reasons, are not breastfed, or for whom breastfeeding will stop before the recommended duration of two years or beyond, acceptable milk sources exist. WHO further maintains that as well as being unnecessary, follow-up formula is unsuitable when used as a breast-milk replacement from six months of age onwards.

C4. The Codex Standard for Follow-Up Formula (CODEX STAN 156-1987) was adopted by the Commission at its 17th Session in 1987. An amendment to the Labelling Section was adopted in 1989 by the 18th Session. In July 2013, the 36th Session of the Commission agreed to initiate a further review of the existing Standard for Follow-up Formula.

C5. When the further amendment to the existing Codex Standard for Follow-up Formula was proposed, WHO stated that WHA resolutions should guide and inform the work undertaken by Codex, so as to ensure policy coherence across various intergovernmental bodies of FAO and WHO. In this context, for the revision of the existing Standard, WHO had request the Codex Committee to include some language in the revised standard which adequately reflects the resolution WHA39.28.

C6. In 2010, WHA adopted Resolution WHA63.23 which stated that the promotion of breast-milk substitutes and some commercial foods for infants and young children undermines progress in optimal infant and young child feeding, and called upon the infant food manufacturers and distributors to comply fully with their responsibilities under the International Code of Marketing of Breast-milk Substitutes and subsequent relevant WHA resolutions.

C7. The continuing, inappropriate marketing practices for follow-up formula are undermining both exclusive and continued breastfeeding in many industrialized and developing countries. In 2012, as part of the efforts in putting into practice the comprehensive implementation plan on maternal, infant and young child nutrition, the 65th WHA, through Resolution WHA65.6, requested the Director-General of WHO to provide clarification and guidance on the inappropriate promotion of foods for infants and young children cited in Resolution WHA63.23. Accordingly the work was carried out by WHO and the Guidance on ending the inappropriate promotion of foods for infants and young children has been submitted to the 69th WHA in May 2016 for consideration as requested by WHA decision WHA67(9).

C8. In the planned revision of the current Codex Standard for Follow-up Formula, WHO would request CCNFSDU to include provisions on necessary regulatory measures to avoid inappropriate marketing of follow-up formula, not only through necessary labelling requirements, but in line with the marketing restrictions on breast-milk substitutes, as reflected in the International Code and also to reflect the recommendations delineated in the Guidance document submitted to the 69th WHA.

Example D: WHO Global Strategy to Reduce the Harmful Use of Alcohol

D1. The global strategy to reduce the harmful use of alcohol¹⁰, endorsed by the 63rd World Health Assembly in 2010, recognizes the close links between the harmful use of alcohol and socioeconomic development. The strategy identified a number of policy options and interventions in the areas of marketing of alcoholic beverages and reducing the negative consequences of drinking and alcohol intoxication, including marketing restrictions, labelling, quality control, warning about contaminants.

D2. The 19th Session of the FAO/WHO coordinating Committee for Asia had before it a proposal to develop a regional standard for makgeolli, a fermented beverage containing a small amount of alcohol, but could not reach a conclusion on the proposal (REP15/ASIA paras 104-111). If the Commission decides to develop this standard, it would be the first commodity standard for an alcoholic beverage. A proposal will be discussed at the next session of CCASIA.

⁹ Codex Standard for Follow-Up Formula, CODEX STAN 156-1987. The Codex Standard for Follow-Up Formula was adopted by the Codex Alimentarius Commission at its 17th Session in 1987. An amendment to the Labelling Section was adopted in 1989 by the 18th Session. In July 2013, the 36th Session of the Codex Alimentarius Commission agreed to initiate a further review of the existing Standard for Follow-up Formula (CODEX STAN 156-1987).

¹⁰ http://www.who.int/substance_abuse/msbalcstrategy.pdf

Example E: Assessment of the risk of hepatotoxicity with kava products

E1. In 2006, the 9th Session of CCNASWP considered proposals regarding the development of standards for kava beverages and for dried kava products.

E2. In 2010, at the 10th Session of CCNASWP, WHO reported on an assessment of risk of hepatotoxicity associated with several substances in kava products¹¹, and drew the attention to the need to apply appropriate measures to prevent adverse health effects. WHO also considered that it was premature to treat kava as a food due to the effects attributed to its pharmacological properties.

E3. In 2012, the 11th Session of CCNASWP agreed to focus on the development of a regional standard for kava as a dried product that can be used as a beverage when mixed with water, and agreed to work with FAO and WHO to review existing scientific information and identify data gaps.

E4. In 2014, WHO and FAO prepared a scientific report on Kava when used as recreational beverage which reviews potential toxicity and provides recommendations. The report was presented at the 12th CCNASWP and will be used as a basis for further discussions on a regional standard. A proposal will be discussed at the next session of CCNASWP.

Example F: WHO Global Plan of Action on Antimicrobial Resistance and FAO Resolution on Antimicrobial Resistance

F1. The WHO Global Action Plan (GAP) on Antimicrobial Resistance was developed between May and December 2014 in consultation with Member States and in collaboration with FAO and OIE, before its final adoption at the 68th WHA in May 2015 (WHA68.7)¹².

F2. In June 2015, the 39th Session of the FAO Conference adopted Resolution 4/2015 which was a call to action to both FAO members and the Organization itself to address the multifaceted aspects of mitigating both the impact on, and contribution of the food and agriculture sector to the threat posed by AMR to public health and food safety. The Resolution also called for FAO to support the implementation of the WHO GAP.

F3. To expedite consideration of AMR by Codex, FAO/WHO presented the issue to CCEXEC70 (2015) which provided guidance on follow-up action that could be taken before CAC39 on some relevant items. Based on the recommendation of CCEXEC, the Codex Secretariat, in collaboration with FAO and WHO, issued a circular letter, seeking, among other things, the views of Members on the need to review existing Codex texts dealing with AMR. An analysis of the responses of Codex members and proposals as appropriate will be presented to the Commission in June 2016 for a decision on the need for new work. FAO and WHO have invested much effort in advocacy at global and country levels on the importance of combatting the problem of antimicrobial resistance.

Example G: Reducing Food Loss and Waste

G1. FAO is spearheading a global Programme on Food Loss and Waste as a key element supporting sustainable food systems, efficiency of markets and food security which are strategic objectives of the Organization. The 2015 FAO Conference endorsed the recommendations of the 41st Session of the Committee on World Food Security which underlined the importance of reducing food loss and food waste and called on FAO and CFS members to implement actions aimed at achieving this. Date marking has been identified as an issue contributing significantly to the phenomenon of food waste.

G2. FAO has been participating in Codex discussions on this issue. In consultation with the Codex Secretariat and with the Chair of CCFL, FAO has designed a survey to gather information that would clarify the situation regarding date-marking policies at national level, their implementation and impact which should inform ongoing discussions at international level and decisions at national level. FAO is in the process of implementing assessments of food loss and waste at country level. The Organizations' participation in the discussions of CCFL will enable sharing insights from these assessments as appropriate. The country level work also facilitates informed engagement of Codex member countries in the CCFL work.

¹¹ http://apps.who.int/iris/bitstream/10665/43630/1/9789241595261_eng.pdf

¹² http://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA68-REC1/A68_R1_REC1-en.pdf#page=27

Example H: Sustainable Fisheries and “blue growth”

H1. Sustainable Fisheries and the successful engagement of developing countries in international trade in fish and fisheries products are critical aspects of FAO's work. The FAO Committee on Fisheries (COFI) is the Governing Body advising FAO Council and Conference on issues related to the Fisheries Sector. Given the importance of fish trade, FAO has created a COFI Sub-Committee on fish trade, which meets every 2 years and discusses, among other things, seafood safety issues for consumer protection and for market access to ensure that seafood safety requirements provide the level of protection deemed necessary by Codex and do not constitute disguised technical barriers to trade.

H2. FAO routinely reports to COFI on relevant issues under consideration in Codex and FAO has participated consistently in the work of CCFFP and other Committees working on issues relevant to the sector. This has facilitated good three-way communication among Codex, FAO and FAO Member countries and consistency between FAO policies and Codex work.